

BOUMERDÈS

Le décès sur la route d'une fillette  
provoque la colère de la population

*A la suite du décès d'une fillette âgée de 4 ans, qui a été heurtée puis traînée sur une quinzaine de mètres par une Clio Campus conduite, sûrement à vive allure, par un homme de 32 ans, les habitants de Allalguia, dans la périphérie sud de la ville de Boumerdès, sont sortis dans la rue pour la fermer durant toute une partie de la nuit du lundi et la journée d'hier.*

Le drame qui a coûté la vie à cette fillette, qui est venue de Reghaïa (wilaya d'Alger) avec sa famille, s'est déroulé lundi vers 23 heures 20 nous relate un manifestant qui ajoutera : «Comble de malheur son frère de 7 ans a été tué l'année passée dans des conditions similaires et pratiquement au même endroit.» Ce manifestant nous apprendra, en outre, que le conducteur, originaire de la ville de

Tidjelabine, limitrophe de celle de Boumerdès «s'est enfuit après son forfait.

Il a été pourchassé par des citoyens à bord de deux véhicules qui l'ont rattrapé à la sortie de Tidjelabine. Une fois rattrapé, ils l'ont remis aux gendarmes de cette ville qui, à leur tour, l'ont mis entre les mains des policiers de Boumerdès.» Par ailleurs, le même quartier de Allalguia a vécu,

durant la même nuit (du lundi) deux autres accidents de la circulation. L'un, fort heureusement, n'a causé que des dégâts matériels. Le second a, par contre, failli coûter la vie à deux motocyclistes.

Ils n'ont subi que des blessures et ont été évacués par les éléments de la Protection civile, «C'est l'absence d'éclairage et le manque de trottoirs à certains endroits de l'avenue qui encouragent les automobilistes à conduire d'une manière négligente», disent les manifestants.

C'est justement la dégradation de la chaussée et l'anarchie dans laquelle vit ce quartier où des dizaines de commerces ont été ouverts ces dernières années, qui laissent perplexes plus d'un, et agacent ces citoyens.

«Le décès de la fillette n'est que la goutte qui a fait déborder le vase. Pourtant, nous avons écrit à toutes les autorités pour leur décrire la situation du quartier. Aucune d'elles n'a daigné nous écouter.»

Effectivement, ce quartier, situé à l'entrée sud de la ville de Boumerdès, est livré à l'anarchie notamment dans le domaine de la circulation automobile.

Le jour du marché de Boumerdès par exemple, quand le bouchon se forme sur l'important axe routier, certains automobilistes circulent à vive allure dans le sens inverse.

Pis encore, d'autres foncent sur ce qui est supposé être le trottoir du sens inverse. Alors quand les écoliers quittent leurs classes non loin de

l'avenue et regagnent leurs domiciles à pied sur cette route, les parents se mettent aux aguets craignant le pire pour leur progéniture.

Hier, vers midi, la route était toujours fermée. Ni l'insistance des officiers de police dépêchés sur les lieux pour dialoguer avec les émeutiers, ni la présence de leur maire, Sid Ali Aït Si Larbi, qui s'est déplacé, accompagné de son vice-président Embarek Ouzerdine, vers ses administrés en colère, n'ont pu convaincre les émeutiers de libérer la route.

C'est une fois que le wali, Kamel Abbès, eut réquisitionné une entreprise pour entamer les travaux d'aménagement que les insurgés se sont séparés dans le calme.

Abachi L.

TIPASA

Près de 79 kg de kif traité saisis  
au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013

*Dans d'un communiqué rendu public récemment par la cellule de communication de la police de Tipasa, il a été annoncé une baisse sensible de la criminalité lors du 1<sup>er</sup> semestre 2013 par rapport à la même période de 2012.*

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013, il a été enregistré 1278 délits. Par ailleurs, il a été procédé à 1 742 interpellations de suspects, dont 84 mineurs et 136 femmes. Cet ensemble a été présenté aux autorités judiciaires de Tipasa, qui ont placé sous mandat de dépôt, 464 personnes au niveau des différentes prisons. Le reste des personnes impliquées a bénéficié d'une citation à comparaître directe, ou placées sous contrôle judiciaire.

Selon les statistiques et analyses fournies par la cellule de communication de la police de Tipasa, il a été constaté une baisse de 10% des infractions à l'encontre des biens par rapport à 2012, ainsi qu'une baisse des infractions de 8% à l'encontre des personnes par rapport à 2012 S'agissant des malfaiteurs identifiés par tranche d'âge, il a été noté que les jeunes âgés entre 18 à 28 ans constituent la tranche la plus importante de délinquants ; soit plus de 1 000 personnes par rapport à la totalité des 1 742 personnes interpellées, représentant 60% des délinquants arrêtés. Quant au groupe d'âge de 29 à 40 ans, on a identifié 491 personnes, soit 28% des malfaiteurs. La catégorie supérieure à 40 ans comporte 158 délinquants. Les chômeurs quant à eux représentent une grande partie des 1 742 malfaiteurs avec 980 personnes, impliqués dans divers crimes. Les

personnes accusées de crimes et délits ayant une activité privée sont au nombre de 430 personnes, soit près de 25%. Le nombre de fonctionnaires et employés compris dans le lot des délinquants s'élève à 91 personnes, tandis que les stagiaires, lycéens et universitaires représentent un total de 53 personnes.

Dans le domaine de la lutte contre la drogue, plusieurs réseaux de dealers composés de 134 personnes, dont des femmes, ont été démantelés avec la saisie de près de 79 kg de kif traité dénommé résine de cannabis et 237 pastilles de psychotropes et hallucinogènes. Sur cet effectif de malfaiteurs, 112 personnes furent placées en détention provisoire, tandis que d'autres ont bénéficié de citations directes à comparaître. Le reste est placé en liberté provisoire et certaines personnes ont tout simplement été relaxées.

Larbi Houaril

RESTO DE LA RAHMA DE BOUZEGUÈNE

Les bénéficiaires attendent une amélioration

*Rien de fondamental n'a changé pour le resto de la rahma de Bouzeguène qui continue, tant bien que mal, à assurer sa mission humanitaire auprès des nécessiteux de la localité auxquels il offre quotidiennement environ 90 repas à consommer sur place ou à emporter.*

Si ce resto dure encore, c'est uniquement grâce aux bienfaiteurs qui consentent chaque année des dons en nature et en espèces. Mais aussi et surtout grâce à ces boulangers qui fournissent gracieusement le pain

depuis 13 ans ou encore à ce fidèle commerçant qui met quotidiennement ses étals de fruits et légumes au service du resto qui se sert à sa guise.

Cette année, l'APC a mis un personnel de cuisine à la disposition de la

structure en sus d'une cagnotte de 10 millions de centimes pour la viande. Une habitude chez les élus toutes tendances confondues qui votent, de manière irrégulière, cette immuable cagnotte. Trop insuffisant jugent les bénévoles sachant que cette somme est vraiment dérisoire. Ils en appellent à une contribution de la DAS pour améliorer les choses et offrir des repas plus consistants aux habitués du resto dont de nombreux travailleurs étran-

gers à la localité qui viennent y chercher une certaine chaleur familiale et humaine.

Dimanche, sept comités locaux, le président du comité de wilaya, les P/APC de Bouzeguène et d'Iloulou ont rompu le jeûne avec les bénéficiaires du resto, histoire de leur dire «on est avec vous». Mais ces nécessiteux espèrent quelque chose de plus concret.

S. Hammoum

SITE DE HAOUCH SERBANE (ALGER)

Logements attendent livraison

*Leur construction achevée depuis plusieurs mois, les 300 logements sociaux participatifs (LSP) de Haouch Serbane, à Sebala (Alger), ne sont toujours pas distribués.*

Selon les bénéficiaires, partis se renseigner en décembre dernier à la Régie foncière de la ville d'Alger, «la réalisation des appartements est bel et bien terminée, il ne reste plus que les travaux de VRD», mais ces derniers tardent à être engagés. Et quand on sait que la wilaya, conformément aux instructions du prési-

dent de la République, a obligation de ne livrer les programmes de logements qu'une fois les VRD et les équipements de proximité réalisés pour éviter notamment que les nouvelles habitations ne se transforment en cités dortoir, les bénéficiaires du projet de Haouch Serbane redoutent de voir leur attente d'un loge-

ment décent se prolonger encore de plusieurs mois, voire même quelques années. Eux qui attendent ces logements neufs depuis 2007, année du premier versement de leur apport financier.

Leurs craintes sont d'autant plus grandes que les travaux de VRD, affirment les concernés issus des communes de La Casbah et de Sidi-M'hamed, n'ont même pas commencé.«S'ils avaient été engagés selon le

calendrier initial, le site aurait été livré en juin dernier», ont-ils appris après leur entretien avec le directeur de la Régie.

«Un programme similaire a été réalisé à Aïn Bénian et les bénéficiaires ont eu les clés de leurs logements en avril dernier. Nous, nous continuons à attendre et à vivre dans l'incertitude», confesse la petite délégation que nous avons reçue à notre journal.

Rym Nasri

AÏN DEFLA

Des Chinois pour réaliser 5 160 logements

*Avoir de l'argent ne suffit pas pour répondre à la forte tension sur les besoins de logement pour les Algériens. Il faut aussi avoir des entreprises, qualifiées et performantes et en nombre suffisant à même de répondre à l'immense offre de construction. Or, il s'avère que depuis le recouvrement de l'indépendance à nos jours, l'Algérie n'a pu, dans le domaine de la construction, se doter des capacités exigées.*

Un autre frein à construire, vite, beaucoup et bien et dont tout le monde se plaint est le carcan

«bureaucratique» que génère le dernier code des marchés mis en place et qui, semble-t-il, ne tient pas du tout

compte du facteur «temps», des délais de réalisation, des surcoûts, alors que les besoins de se loger deviennent de plus en plus pressants.

Devant ce handicap, on a recours donc au gré à gré, une manière de contourner le code des marchés et faire l'économie de sa complexité.

C'est donc, nous dit-on, dans le cadre du gré à gré qu'a échoué le marché portant sur la construction à deux

sociétés chinoises pour la construction de 5 160 logements en cooptation avec l'OPGI, 200 unités à Djelida, 200 à Aïn Lechiakh et 4 760 dans différentes communes de la wilaya.

Ces sociétés sont déjà à pied d'œuvre sur certains sites à l'image de celui de l'entrée est de la ville de Aïn Defla, un site qui doit recevoir 1 580 logements.

Parallèlement, ces deux projets en

cours de réalisation génèrent 7 266 emplois directs mais à durée déterminée pour la main-d'œuvre algérienne et 1 114 pour le personnel chinois.

Toutes spécialités confondues, ces emplois doivent passer par les agences de l'emploi réparties sur le territoire de la wilaya.

Ne dit-on pas «quand le bâtiment va... tout va» ?

Karim O.

BOUIRA  
Tournoi de  
beach-volley  
pour égayer les  
soirées du  
Ramadhan

Afin de répondre à la demande grandissante de la population de la wilaya de Bouira, devenue accro aux longues soirées durant ce mois de Ramadhan estival, les institutions aussi bien publiques que privées se mettent en quatre pour varier les animations et retenir les gens jusqu'au bout de la nuit.

Ainsi, et si auparavant, les habitants de Bouira se contentaient des spectacles musicaux proposés par une Direction de la culture parfois en totale inadéquation, avec les réelles attentes du public local, la donne semble changer, notamment avec l'arrivée de nouveaux investisseurs privés décidés à concurrencer ce qui faisait office jusque-là de référence incontournable ; l'Etat.

En effet, l'installation de l'investisseur privé, Rebrab dans la wilaya et cela, à travers le groupe Uno, a littéralement changé les habitudes de la population locale et pas seulement en termes de consommation et d'achats. Le centre commercial est devenu, en ce mois de jeûne et de veillées, la scène de différents spectacles et divertissements concoctés à la seule fin d'attirer le maximum de Bouirais. Et en marge des représentations chaâbi, proposées chaque jeudi depuis le début de Ramadhan, le parking arrière du centre commercial abrite depuis le 26 juillet et ce, jusqu'au 4 août, un tournoi de beach-volley dans lequel des équipes féminines et masculines, venues des villes voisines de Boumerdès et d'Alger, se disputent le titre de champion, avec à la clé, un chèque de six millions de centimes.

Une initiative louable et divertissante pour la population locale, si ce n'était le regret, formulé par de nombreux spectateurs lors des premières rencontres, de ne pas voir d'équipe de Bouira sur le terrain de jeu ; «Khobz Eddar Yaklou El Barrani», nous dira un jeune rencontré sur place.

Katya Kaci